

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 8 janvier 2025

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 17 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CA Grand Châtelleraut
Hôtel de Ville – 78 boulevard Blossac
86100 Châtelleraut

Références : 2025 24 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007204073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 décembre 2024 dans la déchetterie exploitée par la CA Grand Châtelleraut et implantée lieu-dit « L'aiguillon Nord », rue de la Massonne 86100 Châtelleraut. L'inspection a été annoncée le 16 décembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA Grand Châtelleraut
- Lieu-dit « L'aiguillon Nord », rue de la Massonne 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007204073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite au programme global d'amélioration du réseau des déchetteries de son territoire, la CA Grand Châtelleraut a souhaité la mise en conformité et l'extension de trois de ses déchetteries (« Laumont » à Naintré, ainsi que « La Massonne » et « Les Nonnes » à Châtelleraut), la fermeture de deux déchetteries à Bonneuil-Matours et à Vouneuil-sur-Vienne et la création d'une nouvelle déchetterie à Bonneuil-Matours au lieu-dit « L'Oisillon ».

La déchetterie historique de La Massonne à Châtelleraut a subi des travaux d'agrandissement et de mise en conformité courant 2016 passant sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Consistance installation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Localisation des risques	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Stockage des déchets verts	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Protection des réseaux internes à l'exploitation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
9	Ouvrages d'épuration des eaux pluviales de voiries	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Qualité des rejets	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, articles 4.3.7 et 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
13	Stockage des huiles	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
14	Stockage des DASRI	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
19	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R. 541-43	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Contrôle des accès	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.1.4
11	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, articles 6.2.1 et 6.2.2
15	Broyage de déchets verts	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.3
17	Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 11
20	Prévention des risques technologiques	Arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 11

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection invite l'exploitant à répondre aux faits susceptibles de suites, en particulier la tenue du registre des déchets non dangereux conforme aux dispositions réglementaires (code déchets, code traitement...) et les dispositions mise en œuvre pour garantir que tous les dispositifs de secours ou de mise en sécurité du site sont fonctionnels en toutes circonstances.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »</i>
Constats : Pour l'ensemble des déchetteries de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault (CAGC), les responsables désignés sont deux chefs d'équipe. Malgré la formation des agents à la manipulation des déchets diffus spéciaux (Eco-DDS), l'exploitant ne dispose pas sur site des attestations de formation des responsables et des opérateurs. De plus, aucun agent n'a reçu de formation aux risques incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Transmettre le listing des formations réalisées par les deux chefs d'équipe, ainsi que les feuilles d'émargement de prise de connaissance des consignes existantes sur le site, => Transmettre la feuille d'émargement de la dernière formation DDS conduite sur le site pour l'ensemble des opérateurs, => Former les opérateurs aux consignes liées au risque incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consistance installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 1.2.4
Thème(s) : Autre, Consistance et capacité de l'installation
Prescription contrôlée : <i>« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• un local gardien en haut de quai (bureau, sanitaires, local technique) ;</i><i>• deux compacteurs pour les déchets cartons et les déchets tout-venant ;</i><i>• une plate-forme de 1 177 m² étanche et incombustible recueillant les déchets verts ;</i><i>• une plate-forme de déchargement située en haut de quai constituée de 9 épis regroupant :</i><ul style="list-style-type: none"><i>◦ 8 bennes étanches de 30 m³ chacune pour chacun des déchets suivants : bois, cartons, tout-venant, ferraille, meubles et plastiques durs ;</i><i>◦ 1 caisson rehausse de 10 m³ dédié aux gravats ;</i><i>• 1 conteneur maritime de 60 m³ pour la recyclerie ;</i><i>• 2 conteneurs de 15 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : DEEE dangereux et DEEE non dangereux ;</i><i>• 1 conteneur de 30 m³ réceptionnant les pneus ;</i><i>• 1 conteneur métallique de 17 m³ pour les déchets ménagers spéciaux (DMS) dont les batteries ;</i><i>• 1 conteneur de 30 m³ pour le polystyrène dont le volume de déchets est limité à 17 m³ ;</i><i>• 1 benne de 16 m³ à capot (collecteur de piles DEL : déchets d'emballage légers) ;</i>

<ul style="list-style-type: none"> • 2 conteneurs de 4 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : verre et journaux/magazines/revues ; • 1 contenant couvert et étanche de 5 m³ pour les déchets d'emballage légers (films plastiques) ; • 1 contenant de 1 m³ pour les ampoules et les néons ; • 2 contenants plastique de 0,25 m³ pour CD/DVD et consommables de bureautique ; • 1 globe de 800 litres pour collecter les huiles de vidange usagées ; • 1 fut en métal de 200 litres pour collecter les piles ; • 1 conteneur place dans un local dédié pour collecter 12 kg maximum de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI). »
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence, en haut de quai, de zones limitées de collecte complémentaires dans le cadre de la collecte des déchets entrant dans les filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) récentes, notamment pour le bricolage, le jardinage, les jouets, ainsi que pour le sport et les loisirs.</p> <p>L'exploitant signale avoir arrêté la collecte des DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers).</p> <p>L'inspection rappelle que tout changement dans l'organisation ou l'affectation des bennes ou des zones de collecte doit conduire à une réévaluation de l'étude de danger et des impacts associés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Déposer un PAC (Porter à connaissance) signalant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt de la collecte de DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers) ; • la réaffectation de la zone initialement prévue pour les DEL et DASRI ; • les zones et quantités complémentaires de collecte des déchets dans le cadre des nouvelles filières REP (Responsabilité Élargie des Producteurs) telles que Bricolage et jardin, Jouets, Sport et Loisirs, Bâtiment, etc. ; • les éléments d'appréciation sur l'évolution des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 71.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant pour chaque zone de stockage les types et volumes de déchets entreposés ainsi que les risques associés néanmoins ce plan est issu du dossier de demande d'autorisation initiale (courant 2015) et n'intègre pas les stockages de déchets des nouvelles filières REP en haut de quai.</p> <p>Ce plan doit être complété par l'ajout des zones ATEX (Atmosphère Explosible) potentiellement présentes sur le site, ainsi que par tous les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout</p>

écoulement en dehors du site (comme les vannes de sectionnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Mettre à jour et compléter le plan général avec les éléments manquants notamment les zones de stockages des déchets des nouvelles filières REP, les zones ATEX et la vanne de sectionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée : <i>« Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. »</i>
Constats : L'installation est sécurisée par une clôture interdisant l'accès non autorisé. Trois accès principaux aménagés permettent un fonctionnement normal du site. Les issues de l'installation peuvent être fermées en dehors des heures d'ouverture, et un panneau à l'entrée principale indique clairement les jours et les heures d'ouverture. L'inspection constate que la clôture autour du bassin de rétention est complètement détériorée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Réparer la clôture autour du bassin de rétention, et transmettre les photos de la clôture réparée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stockage des déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : <i>« [...] Trois murs de séparation REI 120 en modulo béton (Nord – Sud – Est) sont mis en place autour de l'aire de transit et de broyage de déchets verts. La hauteur de stockage de déchets verts est inférieure à 3 mètres. [...] »</i>
Constats : L'inspection constate que la hauteur des déchets verts dépasse les voiles bétons ceinturant la plateforme de plus de 1 mètres. Au regard de la surface de la plateforme d'accueil des déchets et du volume maximal de déchets autorisé, l'inspection a déterminé que la hauteur de déchets verts devrait atteindre au plus 2 mètres. Cette hauteur maximale n'est pas matérialisée sur l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Déterminer la hauteur maximale de déchets verts acceptable afin de respecter le volume maximal autorisé pour le site (a priori environ 2 mètres). => Justifier que cette hauteur n'engendre pas plus de risques que ceux déterminés dans l'étude danger transmise dans le dossier de demande d'autorisation initiale. => Matérialiser cette hauteur maximale sur la plateforme de déchets verts.

=> Évacuer les déchets verts afin de respecter la hauteur maximale déterminée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • d'une réserve d'eau d'au moins 240 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est dotée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours en période ouvrée (téléphone mobile) ; • un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, conformément à l'article 7.1.1 ; • deux extincteurs ; • un poteaux d'incendie ; • un bassin de rétention et une vanne de sectionnement pour collecter les eaux d'extinction d'un incendie. <p>L'exploitant ne dispose pas de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours qui justifie la conformité des prises de raccordement aux normes en vigueur, permettant ainsi au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit minimal de 60 m³/h.</p> <p>L'inspection est étonnée que le site ne dispose que de deux extincteurs. L'exploitant indique que ce nombre était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale.</p> <p>L'inspection constate la présence anormale de végétaux dans le fond du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Transmettre l'avis des services départementaux d'incendie et de secours permettant de justifier notamment que les prises de raccordement sont conformes et que le débit fournit est</p>

d'au moins 60m ³ /h ; => Justifier que le nombre d'extincteurs et leur type sont suffisants et adaptés sur le site ; => Éliminer les végétaux présents dans le bassin de rétention et curer le fond du bassin de rétentions. Transmettre les justificatifs d'élimination de ces déchets. => Contrôler et justifier l'intégrité structurelle et d'étanchéité de la bâche du bassin de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p>Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »</i></p>
<p>Constats : Le site compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> des installations électriques : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le contrôle pour l'année 2024 ; deux extincteurs : l'étiquette apposée sur l'extincteur du bureau indique qu'un contrôle a été effectué le 23/09/2024. L'exploitant n'avait pas à sa disposition le rapport de contrôle, des détecteurs de fumées : le contrôle des piles est réalisé ponctuellement via le bouton test présent sur les détecteurs néanmoins le déclenchement en présence de fumée de ces dispositifs n'est pas testé ; Vanne de sectionnement de bassin de confinement des eaux d'extinction incendie : l'exploitant explique qu'un opérateur vérifie ponctuellement le bon fonctionnement de la vanne de sectionnement. L'inspection constate que la vanne de sectionnement est extrêmement difficile à manipuler et doute de son fonctionnement. L'inspection rappelle que les dispositifs de sécurité doivent être fonctionnels à tout moment et en toutes circonstances.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Transmettre les rapports de contrôles électriques 2023 et 2024. Le cas échéant, justifier que toutes les non-conformités électriques sont traitées et levées. => Transmettre les rapports de contrôles des extincteurs 2023 et 2024. => Transmettre le registre du contrôle des dispositifs d'alerte et de lutte incendie pour l'année 2023 et 2024. => Compléter le contrôle du bon fonctionnement des dispositifs de détection de fumée en intégrant un test avec générateur de fumée. => Réparer la vanne de sectionnement et justifier qu'elle est bien étanche. => Reporter dans votre registre tous les contrôles et maintenances réalisés sur les dispositifs de secours et de sécurité du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Protection des réseaux internes à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : <i>« Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »</i>
Constats : L'inspection constate que la vanne de sectionnement est extrêmement difficile à manipuler et doute de son fonctionnement. L'inspection rappelle que les dispositifs de sécurité doivent être fonctionnels à tout moment et en toutes circonstances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Réparer la vanne de sectionnement et justifier qu'elle est bien étanche. => Reporter dans le registre tous les contrôles et maintenances réalisés sur les dispositifs de secours et de sécurité du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Ouvrages d'épuration des eaux pluviales de voiries

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : <i>« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Le débourbeur-deshuileur a été nettoyé par la société ORTEC le 13 février 2024. Les BSD associés à ce nettoyage sont conformes. L'inspection constate que le débourbeur-deshuileur est excessivement chargé en boue alors qu'il a été curé il y a moins d'un an. L'inspection rappelle que ce dispositif doit être nettoyé au moins et fois par an mais aussi lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Faire nettoyer le débourbeur-deshuileur par une société habilitée et transmettre les bordereaux de suivi de déchets dangereux complétés.

=> Justifier du bon dimensionnement du débourbeur-déshuileur, => Transmettre la procédure d'entretien et de maintenance du débourbeur-déshuileur indiquant notamment la fréquence et les modalités de contrôle du volume de boues présentes, les dispositions prises avant que le volume des boues atteignent 2/3 de la hauteur utile, de la traçabilité de ce contrôle dans le registre de maintenance...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.7 & 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 :

« [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

• Température : 30 °C

• pH : compris entre 5,5 et 8,5

• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l »

Article 4.3.11 :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1

Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
DCO	300
DBO5	100
Matières en suspension totale (MES)	100
Indice hydrocarbures	10
Azote global	30
Phosphore total	10

»

Constats :

Le dernier contrôle de la qualité des eaux en sortie du deshuileur-débourbeur présenté par l'exploitant date du 7 mai 2024 par la société IANESCO.

L'inspection constate des dépassements en MES sur les contrôles réalisés les 04/01/2022 et 21/09/2023.

L'inspection rappelle que le contrôle de la qualité des eaux doit être réalisé a minima tous les ans.

Les résultats présentés sont conformes aux valeurs limites présents dans l'arrêté préfectoral néanmoins le contrôle du pH n'a pas été réalisé par le laboratoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Intégrer dans le contrôle le pH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 6.2.1 et 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs et niveaux limite d'émergence

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1 :

« Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

»

Article 6.2.2 :

« Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Valeurs admissibles en limite de propriété	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés
POINTS DE CONTRÔLES	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
Point 1 au Sud-Ouest du site	69	Sans Objet
Point 2 au Nord-Est du site	70	Sans Objet

»

Constats :

Le dernier contrôle bruit a été réalisé le 7 février 2022 par la société APAVE. Les relevés sont conformes à l'exigence réglementaires

L'inspection rappelle que ce contrôle doit être reconduit tous les 3 ans soit l'année prochaine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.4.1 I, II et IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est</p>

maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. [...]

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] »

Constats :

Constats sur l'état des rétentions des bungalows de stockage de déchets liquides

- bungalow de stockage des Déchets Dangereux Spéciaux (DDS) :
 - présence d'eau, de déchets et de boues dans la rétention ;
 - signes de corrosion excessive de la rétention ;
- bungalow de stockage contenant notamment des huiles alimentaires usagées :
 - présence de déchets et de boues dans la rétention ;
 - absence d'eau dans la rétention ;
 - signes de corrosion excessive de la rétention.

L'inspection rappelle que toute rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Ces deux conditions ne semblent pas réunies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Procéder au nettoyage des rétentions et éliminer les déchets vers des installations autorisées.

=> Transmettre les BSD associés à l'élimination des déchets issus du nettoyage.

=> Réaliser une inspection approfondie de l'état des rétentions, notamment de leur étanchéité.

=> Remplacer ou réparer les rétentions si nécessaire pour assurer leur conformité aux exigences réglementaires.

=> Justifier que les rétentions sont adaptées aux déchets liquides susceptibles d'être recueillis (notamment acides et bases).

=> Mettre en place un programme d'entretien et de contrôle régulier des rétentions et le renseigner sur votre registre de maintenance.

=> Ne pas utiliser les bungalows ne répondant pas (ou plus) aux exigences réglementaires pour accueillir des déchets liquides susceptibles d'être polluant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des huiles

Prescription contrôlée :

« Les huiles minérales ou synthétiques apportées par les usagers sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. »

Constats :

L'inspection a constaté que les huiles minérales sont collectées dans une borne dédiée, constituée d'une cuve double enveloppe. Cependant, la borne présente plusieurs points critiques :

- protection insuffisante : le bardage surplombant la borne et sa zone de rétention est insuffisant pour la protéger des intempéries, la rendant vulnérable aux infiltrations d'eau ;
- pollution visible : la zone de transvasement et le sol sont souillés par de l'huile usagée ;
- doutes sur la rétention : l'exploitant affirme que la borne est placée sur une rétention contenant du sable. L'inspection doute de l'étanchéité de cette rétention, car elle n'est pas hors d'eau et n'a jamais débordé, laissant supposer qu'elle n'est pas conçue pour retenir les fuites d'huile.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Améliorer la protection : il est nécessaire de placer hors d'eau la borne de collecte des huiles usagées contre les intempéries.

=> Nettoyer la rétention : la zone de transvasement et le sol doivent être nettoyés pour éliminer les traces d'huile usagée. Le sable présent sous la borne doit être évacué vers une installation pouvant accueillir ce type de déchets dangereux.

=> Transmettre le BSD d'évacuation du sable souillé.

=> Vérifier l'étanchéité de la rétention : l'étanchéité de la rétention doit être vérifiée et confirmée par un test d'étanchéité. Si elle n'est pas étanche, il est nécessaire de la remplacer par une solution conforme aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Stockage des DASRI

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage DASRI

Prescription contrôlée :

« Le compactage ou la réduction de volume des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par toute autre technique est interdit.

Lorsque des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés sont mélangés dans un même contenant à d'autres déchets, l'ensemble est éliminé comme des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

La quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés est inférieure ou égale à 12 kg.

Selon la quantité de DASRI stockés (Q), les délais d'entreposage ne doivent pas dépasser :

- 72 heures lorsque Q est supérieur à 100 kg/semaine,
- 7 jours lorsque 15 kg /mois < Q < 100 kg / semaine,
- 1 mois lorsque Q ≤ 15 kg/mois. »

Constats :

L'exploitant signale ne plus réaliser de collecte de DASRI sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Transmettre un porter à connaissance signalant l'abandon de cette activité sous deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Broyage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Le broyage des déchets verts

Prescription contrôlée :

« Le temps de transit des Déchets Verts permet d'éviter toutes nuisance olfactives (ex : départ en fermentation...). Le broyage des déchets verts est réalisé au moins une fois par mois à l'aide d'un broyeur mobile. »

Constats :

L'exploitant présente un planning d'intervention pour la réalisation du broyage des déchets verts sur le site où est mentionné le site de Chatellerault-Massonne. L'inspection constate que le broyage des déchets verts est planifié à une fréquence moyenne de 15 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Transmettre les factures ou le registre d'intervention pour le broyage sur le site de Massonne pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; [...] »

Constats :

L'inspection constate le registre ne retranscrit pas l'ensemble des éléments attendus, il manque notamment :

- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - les unités de la quantité de déchet sortant (tonne ou en m³) ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Mettre en place sans délais un registre des déchets sortants conforme aux dispositions l'arrêté du 31 mai 2021

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 11
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux
Prescription contrôlée : « Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes. »
Constats : L'exploitant a transmis son registre pour les années 2022, 2023 et 2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux
Prescription contrôlée : « I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »
Constats : L'exploitant dispose d'un seul compte Trackdéchets pour l'ensemble de ses installations, y compris ses déchèteries. Pour distinguer les différentes installations émettant des déchets dangereux, la collectivité renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) avec une adresse différente de celle associée au numéro SIRET du siège. L'inspection informe l'exploitant que chaque installation devrait être gérée comme un établissement distinct, avec un SIRET spécifique et un compte Trackdéchets propre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Transmettre les nouveaux numéros SIRET de chaque déchetterie exploitée par la Communauté d'Agglomération du Grand Châtelleraut. => Créer un compte trackdéchets pour chaque déchetterie avec son numéro SIRET associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux
Prescription contrôlée : « [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; [...]

À compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...] »

Constats :

L'exploitant utilise trackdechets pour le site de La Massonne mais avec en utilisant numéro SIRET du siège (cf. Point précédent)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. demande du point n°16

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Prescription contrôlée :

« Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes. Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au deuxième alinéa de cet article. »

Constats :

L'exploitant a sollicité son opérateur REP Corepile afin d'être informé sur les conditions à respecter pour stocker ce type de piles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Respecter ces prescriptions dès le 1^{er} janvier 2025

Type de suites proposées : Sans suite